

# L'ILLUSTRATION,

## JOURNAL UNIVERSEL.



Ab. pour Paris. 3 mois, 8 fr. — 6 mois, 16 fr. — Un an, 30 fr.  
 Prix de chaque N<sup>o</sup>, 75 c. — La collection mensuelle, br., 2 fr. 75.

N<sup>o</sup> 334. VOL. XIII. — SAMEDI 24 JUILLET 1849.  
 Bureaux : rue Richelieu, 60.

Ab. pour les dép. — 3 mois, 9 fr. — 6 mois, 17 fr. — Un an, 32 fr.  
 Ab. pour l'étranger, — 40 fr. — 20 fr. — 40 fr.

### SOMMAIRE.

Mazzini. — Histoire de la semaine. — Exposition des produits de l'Agriculture et de l'Industrie. — Comiques figures du pavé de Paris; Lamiral, auteur dramatique et sonneur de cloches, par M. CHAMFFLEURY. — Chronique musicale. — Courrier de Paris. — Mouvement de la science et de l'industrie; fécondation artificielle des poissons et des huîtres. — Expérience sur le prix des ports de lettres. — Ouverture du chemin de fer de Paris à Strasbourg (section de Paris à Meaux). — Un Remords, nouvelle, par M. MARMIER. — Revue littéraire par M. DUFAY; sur la vie de Franklin par M. Mignet. — Incendie du bazar Bonne-Nouvelle.

Gravures: Portrait de Mazzini. — Exposition: Aspect d'une des travées consacrées aux machines. — Atelier des presses de Plon frères. — Les produits typographiques de Plon frères. — Gavarni à Londres: Un ancien professeur de langue. — La haute fashion. — A l'Opéra. — A la taverne. — Économie de loyer pour la nuit. — L'embarcadere du chemin de fer de Strasbourg, à Paris: 1<sup>o</sup> Une Vue extérieure; 2<sup>o</sup> Une Vue intérieure. — Un peu de tout, caricatures par NADAR. — Incendie du Diorama au bazar Bonne-Nouvelle. — Rébus.

### Mazzini.

Joseph Mazzini est né à Gènes en 1808. Dans ces derniers temps, son père était encore l'un des professeurs de médecine de l'université de cette ville. C'est en 1828 que M. Mazzini commença à se faire connaître; on le voit fonder dans sa ville natale un journal, l'*Indicatore genovese*, dans lequel, sous le voile très-transparent des théories littéraires, le jeune publiciste aborde les questions qui intéressaient l'avenir de l'Italie. C'était l'époque où les gouvernements de la péninsule, récemment troublés par des tentatives révolutionnaires, s'étaient associés dans une ligue commune pour la destruction du carbonarisme. Mazzini ne marcha jamais sous cette bannière, qui pourtant réunissait les hommes les plus avancés de l'opinion libérale. Dès ce moment, il crut comprendre que les *carbonari* constituaient bien moins un grand parti qu'une agrégation de mécontents exaltés et de rêveurs politiques, et il se persuadait d'ailleurs qu'il n'y avait aucun parti à tirer des principes des sociétés secrètes pour l'affranchissement de son pays. La politique de M. Mazzini fut de très-bonne heure une politique historiquement constituante. On le verra reprendre, plus tard, dans les *Lettres sur le présent et l'avenir de l'Italie*, et y développer avec plus de suite et de précision, des idées qui se trouvent en germe dans ses premières publications, telles que l'*Indicatore genovese*, et, l'année suivante, dans l'*Indicatore de Livourne*, lorsque celui de Gènes eut été supprimé; c'est qu'en effet, la parole ardente de M. Mazzini semait l'agitation et donnait l'alarme aux gouvernements, et sa nouvelle feuille ayant eu le sort de la première, l'agitateur rentra dans Gènes. Il s'y trouvait à l'époque de la révolution de juillet; arrêté avec plusieurs de ses amis, il se vit jugé par une commission, et emprisonné dans la forteresse de Savone, d'où il ne sortit qu'au bout de six mois, avec défense de reparaitre dans les États-Sardes. A peine arrivé sur la terre d'exil, le réfugié apprend l'insurrection de la Romagne et son

avortement, mais, à ses yeux, c'est seulement l'échec du parti *modéré*, et lui arrachant le drapeau national, il fait appel à la *jeune Italie*, fonde sous ce titre une société et un journal à Marseille, et marche ouvertement dans ses écrits à la république italienne. Si l'on demande pourquoi les tentatives de délivrance ont échoué en Italie: « Ce n'est point par la lâcheté des Italiens, répond-il, un peuple n'est jamais lâche, ce n'est pas davantage faute d'éléments révolutionnaires. Quand un peuple, divisé en mille fractions, perverti par l'habitude du servage, enveloppé d'espions, contenu par les baïonnettes étrangères, dévoré depuis des siècles par les haines municipales, enchaîné par la perfidie cléricalle, sans enseignement, sans presse, sans armes, sans aucun lien de fraternité, si ce n'est celui de la haine et de l'injustice subies en commun; quand un peuple, réduit à ces extrémités, trouve le moyen de s'insurger trois fois en douze ans, quand l'ennemi intérieur cède aussitôt à la manifestation de la volonté nationale, sans que l'on entende une seule voix pour défendre la cause de la tyrannie, lorsqu'en dix jours le drapeau italien est déployé

sur vingt villes, lorsqu'enfin ni les déceptions, ni les malheurs, ni les prisons encombrées, ni les exécutions ne peuvent étouffer la pensée révolutionnaire, pleurez sur ce peuple, mais ne le calomniez pas! » Mazzini est tout entier dans ces paroles. Pour lui, la question italienne est une question de peuple, et l'histoire d'Italie est l'histoire de son peuple; selon lui, tout ce que l'Italie a fait de grand a été l'œuvre du peuple ou de l'église, lorsque le clergé sortait du peuple et représentait sa cause. La nation, dans ses traits les plus saillants, a toujours été la démocratie; la démocratie vient-elle à disparaître? l'histoire de la nation n'est plus que l'histoire de la servitude, et elle s'écrit à l'étranger. Mais enfin quel est l'obstacle qui s'oppose à la liberté de l'Italie? Le manque de chefs. Aussi, pendant les quinze années de son exil, tantôt à Paris, tantôt en Belgique et le plus souvent à Londres, un seul soin captive Mazzini, celui de multiplier les comités révolutionnaires, de donner des chefs au mouvement et d'activer la propagande par ses écrits. Pendant quinze ans sa conspiration patriotique est permanente, il attend l'occasion, il se prépare à la lutte,

stimule l'esprit public, prêche l'union contre l'ennemi et ne cesse de répéter sur tous les tons à ses compatriotes cette ancienne formule de la première révolution française: L'insurrection est le plus saint des devoirs; c'est elle, c'est la démocratie qui résoudra tous les problèmes. « Le peuple, s'écrie-t-il, triomphera du provincialisme, de l'aristocratie, des gros bataillons et de l'insuffisance de ses chefs; le temps des individus est passé. Voici venir l'ère des nationalités. C'est par la démocratie que les Italiens doivent arriver à l'unité nationale et à l'indépendance, sans imiter ni les fédérations aristocratiques de l'Allemagne et de la Hollande, ni le fédéralisme démocratique des Américains. La révolution italienne avortera ou bien elle sortira tout armée de la foule, et l'Italie, libre jadis dans ses nombreuses républiques, après cinq cents ans d'esclavage, redeviendra libre pour n'en plus former qu'une seule. » N'est-ce pas exactement la pensée dictée par Napoléon sur le rocher de Saint-Hélène, alors qu'il n'avait plus rien à dissimuler:

« L'Italie, disait-il, n'est qu'une seule nation, son unité de mœurs et de langage doit, à une époque plus ou moins prochaine, en réunir les habitants sous un même gouvernement! » Publiciste, orateur, homme d'action, on sait que M. Mazzini, quoique éloigné de son pays, fut constamment l'âme de cette conspiration démocratique qui, à plusieurs reprises, dut soulever le Piémont, insurger la Romagne et l'Italie centrale, mais qui se termina tristement par l'expédition de Savoie et dont les promoteurs allèrent successivement périr dans les casernes d'Alexandrie ou dans les cachots du Spielberg.

En 1843, après un silence de plusieurs années, interrompu seulement par quelques publications confiées aux revues anglaises, M. Mazzini



Mazzini.

établit à Londres une école d'ouvriers italiens et lui donna pour catéchisme un journal, l'*Apostolato Popolare*. Sans qu'il eût rien perdu de l'énergie de ses convictions, la confiance du théoricien semblait alors être ébranlée, le futur combattant de 1849 parut se dévouer au martyre plutôt qu'à la lutte; il duta comme Santa Rosa et se découragea comme Ugo-Foscolo. « Je vois, dit-il, la génération née avec le siècle vieillir et s'affaïsser dans l'oisiveté de l'esclavage, et dans les ignobles calculs de l'égoïsme. J'ai vu des hommes qui avaient juré la délivrance de l'Italie retomber dans l'inertie, parce qu'après deux années de timides efforts ils n'avaient pu créer un peuple. J'ai vu l'affreux scepticisme pénétrer dans les esprits sous les apparences de la philosophie, et vos maîtres, ô Italiens, vous humilier par le pardon que vous acceptiez en applaudissant à leur clémence. Quant à moi, si j'écris encore, c'est que je n'ai pas cessé de croire, et jusqu'à la fin je serai toujours prêt à sacrifier ma vie pour ma croyance. »

Nous ne prétendons pas, dans cette rapide esquisse, juger M. Mazzini, on sait ses dernières tentatives et ses récentes disgrâces, c'est l'avenir seul qui peut donner raison à ses théories et à ses espérances; mais cette vie toute de dévouement et de sacrifice n'a-t-elle pas son côté touchant, même pour les noms qui sont les moins capables de sympathiser avec les principes démocratiques? « Il est malheureux, a dit un de ses compatriotes les plus distingués (M. Ferrari), il est malheureux que M. Mazzini ait été entraîné aux exagérations d'une opinion extrême. Son talent était fait pour les hautes régions de la politique et de la littérature; sa polémique nette, serrée, logique, véhémence le prédestinait aux grandes luttes. Aucun conspirateur italien n'a exercé une influence personnelle plus forte et plus étendue. La plupart de ceux qui l'ont approché ont été subjugués; les moins bienveillants ne se séparent pas de lui sans émotion. Que de persécutions essayées et quel courage! Depuis que M. Mazzini est mêlé aux luttes politiques, sa vie n'a été qu'un long martyre. A Gènes, le gouvernement piémontais ne pouvait supporter ni ses attaques ni son silence; à Livourne il se débat sous le bras de l'Autriche; à Marseille il écrit les derniers numéros de la *Jeune Italie* en fuyant de maison en maison pour échapper à la police française. De Londres il devait combattre la diffamation qui à Paris lui imputait les assassinats de Rodez, à Londres même le chapelain de l'ambassade sarde prêchait contre lui pour éloigner les ouvriers italiens de sa propagande; en 1844 c'était le ministre anglais qui décachetait ses lettres pour dénoncer ses espérances et ses amis à la police austro-lombarde. Après tant d'efforts et de sacrifices, le conspirateur de Gènes, proscrit sur tout le continent, n'a que l'honneur d'être l'homme le plus compromis de l'Italie; mais il est impossible que l'avenir ne lui réserve pas un rôle. »

Ce rôle est-il terminé ou est-il seulement interrompu? En attendant, l'ex-chef de la dernière république romaine s'est réfugié à Malte.

### Histoire de la Semaine.

Le triomphe est complet; il est universel. La révolution est vaincue dans toute l'Europe. Nos soldats occupent Rome et veillent sur toute l'Italie avec les Autrichiens; Venise capitule; la Hongrie est soumise ou va l'être; les troubles de l'Allemagne sont réprimés; le Danemark a fait sa paix avec l'Empire. Nos dernières élections ont donné la victoire aux candidats de la majorité; l'opposition qui avait défendu le droit commun sous le dernier gouvernement a sacrifié ses principes sur l'autel de l'ordre public. Il n'y a plus que deux partis en Europe, comme on l'a dit: le parti de la révolution et le parti de la contre-révolution, partis nuancés à l'infini à la vérité, mais ayant chacun un caractère et un intérêt distinctifs qui le signalent à la haine de son adversaire, dans ce combat à outrance où l'un des deux, battu à l'heure qu'il est, doit être entièrement détruit pour ne plus se relever. L'essai tenté chez nous quelques jours après l'affaire du 13 juin d'un parti intermédiaire dont les cadres étaient ouverts à tous ceux qui, croyant au danger de la violence de quelque côté qu'elle se produise, rêvaient, pour la conjurer, des transactions honorables; à tous ceux qui, engagés d'abord dans l'un des deux camps, jugent prudent d'abandonner le vainqueur lorsqu'il semble entraîné à l'abus de la victoire, ou de se séparer du vaincu qui, n'ayant pas su éviter sa défaite, se réfugie dans les pratiques inspirées par la colère et le désespoir; le parti intermédiaire n'a pas vu grossir son chiffre; ses cadres sont minés incessamment par la défection partielle de ses principaux membres qui craignent, le triomphe de l'ordre public s'opérant sans eux, qu'il n'y ait plus de part pour eux dans le butin. Voilà la situation. Nous voyons bien l'intention exprimée par des gamins politiques de rendre cette situation encore plus tranchée. Ces innocents s'impatientent de voir des personnages, dont la place était marquée dans le parti de la conciliation, continuer à remplir un rôle dans les conseils du gouvernement; si on les croyait, on mettrait sur-le-champ à la porte des hommes qui ont une origine un peu différente de l'origine de la majorité, et on irait, sans s'arrêter jusqu'au fond où tend le mouvement actuel. Ces candidats sont soupçonnés de traduire, complaisamment et sous leur insignifiante responsabilité, l'impatience de quelques hommes d'État qui passent pour expérimentés. Nous n'en croyons pas un mot. Ce sont des sots qui produisent spontanément des sottises; c'est la nature qui veut cela; l'art n'y est pour rien. L'art, voici ce qu'il conseille: C'est de marquer un temps d'arrêt au mouvement pour donner le temps, aux puritains, aux honnêtes, aux inébranlables,

*Iustum et tenacem propositi virum,*

de se rendre à jamais incapables de rappeler sur leur nom ce

vil prestige de popularité qui est quelquefois un obstacle. On est en train de supprimer l'obstacle; c'est de la grande stratégie à laquelle les caporaux de la presse ne comprennent rien. Si on les écoutait, on éloignerait du ministère, on rejetterait dans les conditions d'un tiers parti encore possible, des hommes qui ne demandent pas mieux que de se compromettre pour nous. Voilà des conseils prudents et des conseillers adroits! Heureusement nos chefs s'amusent de cette petite guerre entre les domestiques de leurs maisons.

Il est une autre tactique à laquelle les journaux les plus forts ne nous semblent pas plus comprendre que les naïfs en question, nous voulons parler de la prorogation de l'Assemblée législative. Ceux qui combattent ce projet allèguent la nécessité de donner une prompt solution aux propositions d'amélioration populaire et de travaux destinés à relever la confiance, l'activité, le crédit par une énergique initiative du gouvernement. Voilà une belle raison! Il n'y a en ce moment qu'une question, c'est de savoir si la révolution est ou n'est pas vaincue. Elle l'est; mais il faut que les vainqueurs s'entendent dans toute l'Europe pour organiser la victoire. Or, la belle chute si la majorité obligée par les circonstances de rester avec plus ou moins de bonne grâce dans les errements de la République et les traditions de la Constitution; forcée en présence du résultat des élections de mai de jouer cette vieille comédie intitulée: *Il y a quelque chose à faire*; heureusement dispensée de faire vite par les événements de juin et les actes qui en ont été la suite salutaire! le beau venez-y voir si cette majorité qui ne voyait pas encore très-clair alors dans les événements de l'Europe, mais qui peut y lire aujourd'hui en lettres mouillées la débâcle des idées révolutionnaires, allait constituer en France les conséquences de la révolution, en adoptant cette série d'améliorations, de réformes et de projets populaires! Il n'y a pas de risque; nos chefs sont encore trop habiles pour céder à un tel entraînement. Mais que faire? Les propositions existent, les commissions sont nommées, les études faites. Eh! parbleu, il faut donner congé à l'Assemblée. Dans deux mois nous nous mettrons au pas avec le reste de l'Europe, ce que nous ne pourrions plus faire si nous partions les premiers, car l'Europe ne consentirait pas à se mettre au pas avec nous. Quoi de plus simple et de plus politique à la fois? Nos chefs doivent bien se moquer quand ils lisent dans les journaux les motifs de repos rustique et bucolique qu'on prête à ce projet de prorogation. De bonne foi voyons: si la révolution est vaincue, pourquoi donnerait-on cours aux conséquences d'une cause qui a cessé d'exister? Tout était bien avant la révolution, et si on avait demandé alors ce qu'on demande aujourd'hui, on aurait répondu à coups de canon. Il faut être juste et prendre son parti. Le nôtre est pris. Nous triomphons et non pas sans gloire, car la victoire n'est pas sans péril, ne serait-ce que celui de mourir de faim, vainqueurs et vaincus.

Car les affaires, comme on dit, ne reprennent pas et il est bon de rechercher la cause de cette atonie de la production nationale. Il y en a plus d'une:

Nous avons déjà signalé cette politique de jeunes collégiens qui donnent des espérances, laquelle consisterait à débarrasser la machine ministérielle de deux ou trois engins qui modèrent le mouvement. Il paraît, d'après ces jeunes gens, que c'est à cette condition seulement que la fortune de la France peut se relever. Mettez M. de Malleville à la place de M. Dufaure, ce n'est pas plus difficile que cela. Un autre journal, qui cause avec les concierges des hôtels diplomatiques, espère qu'il ne sera pas nécessaire de modifier le ministère et que les souverains arrangeront nos affaires sans que nous nous en mêlions autrement que pour les bénir quand la besogne sera faite. Celui-ci estime qu'il est temps de s'arrêter et cherche très-poliment à tempérer l'ardeur des impatients, en laissant entendre que les affaires ne peuvent manquer d'aller bien puisqu'il n'est pas trop mécontent depuis les dernières élections. *Le Constitutionnel* ne voit qu'un remède à la situation (le journal de M. Véron abuse du mot remède), c'est de conserver la République et de supprimer les républicains; c'est de la haute politique; on saura plus tard le secret du *Constitutionnel*. *La Presse* a plus d'un moyen de sauver la République; elle en a 365, autant que de jours dans l'année. *Le Siècle* ne dit pas son moyen, mais on assure qu'il en a un. *Le National* est le contraire du *Constitutionnel*; il tient plus aux Républicains qu'à la République. *Le Journal des Débats* est éclectique, il soutient la majorité et donne souvent des conseils et des approbations qui ne déplairaient point à ses adversaires. *La Gazette de France* invite ses amis, le parti du droit national, à s'isoler de la majorité parlementaire, afin de former un noyau où viendront se rallier tous les sentiments et tous les intérêts de la France. Les autres journaux de la même opinion attendent le salut d'une tactique opposée. Tant il y a que si la France ne se sauve pas, ce n'est pas faute de sauveurs. Une petite feuille, qui s'intitule le *Credit*, fait bon marché de la tactique, mais elle pousse aux affaires; cela peut être raisonnable, mais on ne peut s'empêcher de trouver que le *Credit* ne connaît pas nos amis politiques. Cette excellente feuille n'a pas lu depuis longtemps la fable d'Épiménide, et elle paraît l'avoir oubliée. On dirait d'un saint-simonien parti pour le Congo en 1832 et qui en revient sans avoir rien appris de ce qui s'est passé en France depuis son départ. Cependant le *Credit* publie, comme tous les journaux, une lettre écrite par M. Léon Faucher, au *Mémorial des Pyrénées*. Est-ce que cela ne lui donne pas à réfléchir? ou bien n'attache-t-il qu'une mince importance aux vœux d'un de nos amis qui prend les eaux pour la santé d'un corps trop faible pour servir d'organe à un si grand esprit?

A part ces petits jeux qui amusent le tapis dans les entr'actes parlementaires, comme les chansonnettes entre deux vauveilles, le début de la semaine avait été naturellement calme; on est parvenu à gagner trois jours, vendredi, sa-

medi et dimanche. Encore la séance de jeudi 12 juillet ne doit-elle pas compter pour les affaires, non plus que celle de lundi 16 remplie par des interpellations de M. Sauteyra au sujet des choix de M. le ministre de la justice, président du conseil, pour remplir les vacances de la magistrature et remplacer les intrus de février. On sait comment aboutissent ces conversations oratoires; celle-ci n'a pas contredit l'usage et l'expérience, à ce point que c'était une journée absolument perdue pour nos Titus républicains, si M. le procureur général Baroche n'eût apporté, après le vote de l'ordre du jour, un nouveau réquisitoire demandant l'autorisation de poursuivre trois nouveaux représentants: MM. Cantagrel, Commissaire et Koenig. Cette demande a été renvoyée d'urgence aux bureaux. *Diem non perdidit.*

Cependant l'histoire de cette semaine ne nous permet pas d'omettre la mention d'un débat sur une proposition relative à la réduction de l'indemnité des représentants. La séance du 12 s'était ouverte avec un calme exemplaire; il ne s'agissait que de la création de chambres industrielles indépendantes des chambres de commerce. M. Cunin-Gridaine, rapporteur de la commission nommée pour examiner cette proposition, a conclu au rejet et n'a rencontré qu'un vote pour affirmer ses conclusions. A quoi pensait donc l'Assemblée? A l'indemnité de 25 fr. par jour que des représentants connus pour leur générosité et leur dévouement trouvent exorbitante et voudraient réduire, uniquement dans l'intérêt du trésor public. C'est M. Pidoux (M. Pidoux ne me connaît pas, j'ai le droit de dire que je ne connais pas M. Pidoux), c'est lui qui a porté la parole pour les auteurs de la proposition; 4<sup>o</sup> pour M. Noblet, 2<sup>o</sup> pour M. Cuverville, 3<sup>o</sup> pour M. Larrabure, connus du monde entier, agissant, chacun, en vertu de leur initiative et par proposition distincte. M. Pidoux avait adhéré avec MM. Nettement, de Rességuier et Duparc au projet Larrabure; il plaïdait donc pour soi en même temps que pour ses illustres amis. Néanmoins, et quoique tous les membres de la majorité soient de grands propriétaires qui feraient volontiers le sacrifice de leur temps, de leurs lumières et de leur fortune à l'intérêt public, ils n'ont pas jugé à propos de causer ce chagrin aux représentants de la minorité, lesquels sont généralement de pauvres diables qui ont besoin de leurs 25 fr. D'ailleurs, il y a d'autres moyens de faire cette économie sans déranger les affaires de la majorité. M. Pidoux n'a pas gagné son procès; mais il a eu l'honneur d'amener à la tribune, pour faire entendre quelques mots de dignité politique, le général Cavaignac, qui parle peu, mais qui finira, si nos amis de la majorité n'y prennent garde, par jouer le rôle de la raison vivante de ce pays. Dieu nous garde d'une conscience plus honnête, d'un honneur plus délicat que la conscience et l'honneur de nos amis politiques!

La séance de mardi a fait faire un pas à la grande question du moment. Au nom de la Commission des Congés, M. Évariste Bavoux est venu exposer que 120 congés ont été accordés; beaucoup d'autres sont demandés. La Commission pense qu'il est urgent de prendre un parti. Si la prorogation est décidée, on se montrera sévère à l'égard des nouveaux postulants; si la prorogation est ajournée, on n'aura pas les mêmes motifs pour retarder le départ de ceux qui, après tant de travaux, ont besoin de prendre quelque repos. Aussitôt, le Président donne lecture d'une proposition signée de cinq représentants fatigués qui demandent formellement que l'assemblée se proroge du 16 août au 30 septembre. On décide que la proposition sera soumise à l'examen d'une commission. Nous aimons à croire que ce renvoi n'est qu'une simple formalité et que l'assemblée comprend trop l'intérêt public pour rester à un poste où il faudrait faire ce que les circonstances économiques exigent, mais où la majorité s'exposerait à sauver la République en prouvant qu'il y a sous un tel régime, comme sous tous les régimes possibles, moyen de vivre par le travail et l'industrie.

Il était près de cinq heures lorsque M. Bauchart a présenté son rapport au nom de la Commission saisie de la demande d'autorisation de poursuites contre les trois représentants nommés plus haut. M. Cantagrel avait demandé à être entendu au sein de la Commission; mais vers trois heures, soit qu'il crût l'ordre du jour épuisé, soit réflexion et calcul de prudence, il avait disparu de l'assemblée. La Commission voulait qu'on passât outre en adjugeant les conclusions du réquisitoire; mais la majorité, sur la demande de quelques-uns des collègues de M. Cantagrel, a eu la faiblesse de remettre au lendemain pour statuer. Quant aux deux autres MM. Commissaire et Koenig, on voulait décider séance tenante. On ne l'a pas pu faute d'un nombre suffisant de votants. Nous partageons l'avis d'un journal qui déclare indécente l'abstention de la minorité. Encore le mot est-il trop doux. Les républicains qui ont fait chanter *Mourir pour la Patrie*, nous semblent ridicules de fuir quand on veut seulement les mettre en prison. Il faut savoir se prêter aux convenances de la majorité; c'est un axiome de jurisprudence parlementaire.

Au commencement de la séance, M. Combarel de Leyval avait déposé le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur la presse. — A la bonne heure.

Sur la demande de l'un de ses auteurs on a ajourné la proposition relative à l'extinction de la misère, qui était à l'ordre du jour. — Cela ne presse pas en effet.

On a pris en considération, sans débat, la proposition tendant à assurer une pension de retraite aux ouvriers industriels. — Raison de plus pour proroger l'assemblée.

M. le ministre de l'intérieur a présenté un projet de loi portant demande d'un crédit de 297,000 francs pour secours aux établissements de bienfaisance. — Demande respectable et qui prouve que le ministre compte sur le cœur de l'Assemblée.

Le reste de la séance a été rempli par des rapports sur la vérification des pouvoirs des nouveaux élus.

La séance de mercredi a mis fin à la taquinerie de la minorité au sujet des demandes d'autorisation de poursuites.